

hebdo communiste des P.-O.



Le Travailleur Catalan

Journal ouvert pour esprits libres !

Plus d'articles sur le site
www.letc.fr

Nicolas Garcia
Entretien avec
le secrétaire fédéral du
PCF 66
p.3



Quel monde demain ?

2€ - N°3835 - Semaine du 22 au 28 mai 2020



- **Éducation**
École mise à plat p.4
- **Hommage**
Cécile Rol-Tanguy p.7

Des idées pleuvent



La crise sanitaire que nous traversons aura mis en lumière un certain nombre de réalités jusque-là consciencieusement occultées. La grande misère de l'hôpital public en est la plus frappante. Les Français ont pris une conscience aiguë de ce que vivent les personnels soignants, de ce que l'incurie des gouvernements successifs leur a fait subir au plus fort de l'épidémie, de la mise en danger de la santé de la population qui en a résulté. Le gouvernement ne peut être en reste, aussi Macron (passablement chahuté lors d'un déplacement à l'hôpital Pitié-Salpêtrière) et ses ministres multiplient-ils les annonces, oui, promis, juré, ils vont s'atteler au grand chantier du système de santé. Primes, augmentations de salaires, réorganisation du temps de travail... autant de propositions relayées dans les médias. Le ministre de la Santé est même allé jusqu'à parler de « *sortir du dogme de la fermeture des lits* » !

Le risque n'est pourtant pas exclu que cette avalanche de bonnes intentions ne soit pas suivie d'effets, ou qu'elle soit assortie de dispositions qui les dénaturent. Déjà, les personnels, qui n'ont pas encore vu la couleur des primes, jugent les mesures annoncées insuffisantes à remettre l'hôpital en ordre de marche, la CGT appelle d'ailleurs à une mobilisation courant juin. Mais la grande question est : qui va payer ? Et là, des petites choses mettent la puce à l'oreille. Comme cette idée, lancée, (par hasard ?) par Christophe Barbier sur une chaîne d'info, ne faudrait-il pas moins rembourser les médicaments ? Ce qui reviendrait à prendre l'argent pour la santé dans les poches des mêmes, et non du côté des dividendes, ou d'un ISF rétabli. Et l'on ne compte plus les initiatives d'appel aux dons, à la charité publique pour l'hôpital.

Dans la même veine on a pu entendre les préconisations de l'institut Montaigne face à la crise : supprimer une semaine de congés au moment de la Toussaint.

Et on en trouverait bien d'autres, il est clair que dans l'après déconfinement il n'y a pas que le virus qui menace, mais aussi une offensive de l'ultralibéralisme.

Le Travailleur Catalan 44 av. de Prades - 66000 Perpignan Tél. 04 68 67 00 88 - mail : letravailleurcatalan@letc.fr Site : www.letc.fr Commission Paritaire N° 0424 C 84 621 / N° ISSN 1279-2039	Gérant et directeur de publication René Granmont Administrateur Remi Cathala Conception Priscilla Beauclair Une : © compo -Pxhere -Pixa- bay - Pixel -Wikipedia cc	Illustrations : © Delgé Impression Imprimerie Salvador 33 bd.d'Archimède - 66200 Elne (France) Webmaster Priscilla Beauclair / Dominique Gerbault Publicité Richard Siméon
---	--	---

le site www.letc.fr

suivez-nous sur



En Català

Herois ?

- Prou de dir que els cuidadors són herois, com tampoc ho són els caixers i caixeres dels supermercats, els escombriaires...

- No entenc lo que pretens

- Doncs, és molt senzill : un heroi ? Guaita: durant tots els dies de confinament, la televisió ha tornat a emetre la sèrie Zorro

- Zorro! un heroi de debò oi ? Ho he espiat!

- I jo també, amb plaer i el record de bons moments en família... Ara, francament, és Zorro el personatge més interessant?

- Home, ja ho és que els que prefereixo són el sergent García, en Bernardo...

- I això perquè? Perquè són sers humans, amb els seu defectes, les seves impotències, mentre en Diego de la Vega, aquest estúpid ho encerta tot, sempre, sense cap sorpresa.

- És un bell home malgrat tot...

- Que podria fer ofici de vibrador durant un rato, potser. Sembla que no desitja ni odia ningú: fins i tot els seus enemics l'hi fan el regal de morir sense que ell s'embutissi les mans ! No, no digueu als curadors que són herois, que és afegir sobre ells pressió, fer que potser se sentin culpables per els seus límits, dubtes, angoixes...

- De fet el que no acabo d'entendre és com ho fan per suportar lo que reben aquest dies...

- No es fàcil; necessiten professionalisme, ho sigui gent pagada correctament, mitjans adequats, construcció d'equips amb temps per intercanviar, bé tot el que se'ls hi nega...

- Queda a més que són en primera línia...

- Deixem estar també aquesta metàfora guerrera : les guerres se fan els uns contra els altres, aquí no té cap sentit, menys les guerres entre especialistes, és clar!

- Au, fora la primera línia, "primer de cordada" t'aniria bé?

- Molt bé, i aleshores lo que necessiten són bones cordes, bons mosquetons, i sobretot, els que seguim la fila, no deixar-los, assegurar-los agafant ben fort la corda, que si s'abreix la corda, també deus saber que el segon es la Mort...

- Sí, ho sé. Que visquin els cuidadors, esplèndids sers humans !



C&C

Appel à partenariats

C'est la seule fois qu'ils racontent leurs faits de résistance dans les Pyrénées-Orientales devant une caméra !

- Odette Sabaté, résistante, déportée.

- Le poète Jordi Pere Cerda, résistant et passeur.

- Marcel Boher et Emile Sabatier, maquisards sur les flancs du Canigou (notamment mine de la Pinouse).

L'objectif de l'association *Les amis du T.C* est de restituer ces pages d'histoire au public en réalisant trois courts-métrages accessibles à tout le monde. C'est un travail de professionnel.

L'association qui a besoin d'une aide financière, a ouvert une cagnotte associative.

Il suffit de se connecter sur <https://www.leetchi.com/c/realisation-de-3-films-sur-la-resistance-dans-les-p-o>

Ou bien de transmettre un don à :

Association Les Amis du T.C 44 avenue de Prades à Perpignan. Chacun participe du montant qu'il souhaite.

Partagez cette cagnotte ! Tout don sera gratifié d'une invitation gratuite à la soirée de présentation des films.

A lire sur www.letc.fr

National

- Les « communs » et l'État par Roger Hillel

- La diffusion de la presse en grand danger par Dominique Gerbault (version longue)

Culture

- Michel Piccoli aux ciné-rencontres de Prades en 2009 par Yvette Lucas

Rubrique Lu, vu, entendu

- En Català version traduite par C&C

Annonces

- Du lundi au vendredi de 17h30 à 18h sur le Facebook du PCF, pendant le confinement, une personnalité répond à vos questions en direct. Rediffusion sur 66.pcf.fr et le Facebook du PCF.

- L'appel du journal *l'Humanité* pour la gratuité des masques : <http://66.pcf.fr/15377>. Signez et faites signer cet appel et partagez-le sur les réseaux sociaux.



Journal Le Travailleur Catalan

Bulletin d'abonnement

remplir lisiblement en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

FORMULE HEBDO PAPIER

FORMULE HEBDO NUMÉRIQUE ET PAPIER

6 mois : 40€ 1 an : 78€

Site+papier 1 an : 100€ Site 1 an : 66€

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal ou cedex : Ville :

Mail : Tél :

Bulletin à renvoyer à : Travailleur Catalan, 44 av. de Prades - 66000 Perpignan. Mail abonnement TC : abonnements@letc.fr
Tél. 04.68.67.00.88 - Chèque à l'ordre du Travailleur Catalan.

« Une occasion historique à saisir »

Nicolas Garcia. À l'heure du déconfinement, nous avons rencontré le secrétaire départemental du PCF. Interview rapide sur l'analyse du confinement et du déconfinement et les jours d'après...

Les critiques ont été nombreuses concernant la gestion de la crise sanitaire par le président de la République et le gouvernement. Quel jugement portez-vous ?

Les Françaises et les Français ont constaté comme nous la grande impréparation à ce genre de crise sanitaire. Nous payons les dogmes de l'austérité qui ont touché depuis des années aussi bien des services publics comme l'hôpital que la production française dont celle des masques. Les politiques menées par Emmanuel Macron, qui est à la tête des finances du pays depuis près de 8 ans, n'ont rien arrangé à l'affaire. Rap-

pelons tout de même qu'il y a quelques mois, nous en étions à vendre, entre autres, nos aéroports nationaux. Autre reproche : l'autocratie déguisée ; en fait le président de la République et le Premier ministre dirigent seuls le pays. Ils poussent le cynisme jusqu'à faire mine de partager les décisions avec les parlementaires et les élus locaux.

Nous sommes à l'heure du déconfinement. Que pensez-vous des décisions gouvernementales ? Qu'auriez-vous souhaité ?

Le choix qui a été fait est celui de l'économie et non de la sécurité sanitaire. Le retour à l'école tel qu'imposé est un véritable scandale. Comme dit l'expression populaire, ni fait ni à faire. Les plus petits rentrent parce qu'ils ne peuvent se garder seuls et en même temps que l'on ose parler de volontariat, on supprime les aides aux familles et la possibilité de chômage partiel. Je ne dis pas qu'il ne fallait pas essayer de redémarrer l'activité économique, mais pas à n'importe quel prix. Par ailleurs des propositions comme la prise en charge des masques par la Sécurité sociale ne sont même pas examinées.

Emmanuel Macron a déclaré que les lendemains de la crise sanitaire seraient différents d'avant. Comment voyez-vous l'après ?

Comme un véritable défi, une formidable lutte entre les défenseurs du système capitaliste ultralibéral qui veut perdurer et même en profiter pour rogner les droits du travail et les libertés individuelles et ceux qui veulent changer de système en profondeur ou simplement le rendre meilleur. Les citoyennes et les citoyens ont là une occasion historique à saisir. Notre rôle est d'essayer de le faire percevoir et les entraîner dans ce magnifique combat.

Le second tour des élections municipales se tiendra probablement en juin. Quel bilan tirez-vous du premier tour et quelles perspectives vous fixez-vous pour le second ?

Il semblerait que l'on s'achemine vers la fin juin, c'est le plus juste. Il y a un mois nous n'étions pas nombreux à le dire. Cela n'aurait aucun sens de pouvoir traverser la France pour partir en vacances et ne pas pouvoir « terminer » cette

élection. Faire sortir tout le monde du confinement et confiner la démocratie serait stupide et suspect. En revanche, dans tous les cas, les gestes barrières et la distanciation sociale doivent plus que jamais être respectés. Le bilan du premier tour est, somme toute, assez simple dans les P.-O. Les candidats membres du PCF, sortants ou pas, à la tête de listes de gauche et/ou citoyennes ont obtenu de très bons résultats. Nos trois maires les plus importants ont été bien élus dès le premier tour. Les candidats macronistes ont été sanctionnés, Romain Grau en est le meilleur exemple. À Perpignan la division de la gauche et des citoyens progressistes a créé une situation dangereuse pour la démocratie. Nous sommes tous placés devant le dilemme du second tour : prendre le risque d'élire le Rassemblement national pour avoir quelques élus au conseil municipal. Il serait étonnant que les communistes dont l'ADN est essentiellement composé d'antifascisme jouent à ce jeu-là et, pour tout dire, je pense que Carole Delga et Hermeline Malherbe n'y sont pas prêtes non plus.

Recueilli par René Granmont



© DR / élus communistes 66

Nicolas Garcia : « Le choix qui a été fait est celui de l'économie et non de la sécurité sanitaire. »

L'après ? Seulement pire qu'avant...

Pauvreté. Face à l'explosion une autre démarche est indispensable pour l'après.

Dans un rapport publié le 29 avril dernier, l'OIT⁽¹⁾ indique que 1,7 milliard de travailleurs risquent de perdre leur emploi dans le monde. Pour l'ONG OXFAM⁽²⁾, cette situation fera basculer entre 6 à 8% de la population mondiale dans la pauvreté, générant une crise alimentaire affectant 250 millions de personnes. La FAO⁽³⁾ précise : « la crise sera le fait d'un manque de revenus empêchant directement une partie de la population d'accéder à l'alimentation. »

En France, la note du 20 avril de l'Ofce⁽⁴⁾, montre qu'en huit semaines de confinement, 11 milliards de revenus ont été perdus par les ménages notamment ceux aux faibles ressources. Il y a désormais plus de 13 millions de chômeurs partiels sur 29 millions d'actifs, soit 45%. Le confinement a eu pour effet la suppression de services sociaux comme les cantines scolaires. Elles assuraient quotidiennement et à bas prix un repas équilibré que les familles doivent désormais assumer.

Crise sanitaire, économique et sociale

Ainsi, à la crise sanitaire s'ajoute une crise économique et sociale, une véritable crise humanitaire s'annonce. Il n'y aura pas mille façons d'y faire face. Celle déjà enta-

mée vise à maintenir le système en place. Le monde « d'après » s'élabore sous nos yeux à partir du principe intangible de la préservation de la rentabilité et du profit maxima.

Au sommet de l'État, qui ne maîtrise plus sa monnaie mais dépend de la BCE⁽⁵⁾ et de la finance privée, on réfléchit à des budgets d'austérité pour assurer le remboursement de la dette. Déjà, le gouvernement a décidé de différer sine die la revalorisation des retraites prévue !

Un autre Après

Si l'on veut éviter un tel « après », il faut une nouvelle proposition politique. Il faut promouvoir un système économique et social ayant au cœur l'humain et la protection de l'environnement. Les projets existent. Il faut rassembler ceux qui les portent afin de les mettre en cohérence et aboutir à une proposition d'alternative de société à soumettre sans attendre aux peuples souverains. Cette tâche, aussi urgente que nécessaire, revient notamment aux partis politiques et dans ce cas précis à ceux qui se réclament de la gauche et de l'humanisme. Le train d'une nouvelle histoire est en marche. Les tenants du système capitaliste en exigent toujours et

Les manifs de retour : sous quelles conditions ?



encore sa conduite. Et les autres ?

Dominique Gerbault

- (1) Organisation Internationale du Travail
- (2) Oxford committee for FAMine relief est une Organisation Non Gouvernementale
- (3) Food and Agriculture Organisation est la structure de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
- (4) Observatoire Français des Conjonctures Économiques
- (5) Banque Centrale Européenne

« We are all one », les libéraux à l'offensive

Société. *Durant cette pandémie, nos pratiques ont été modifiées « pour notre bien » certes, mais avec quelques arrière-pensées.*

Le temps d'après est-il venu ? Non, répond le gouvernement, c'est le temps de la crise sanitaire, attendons la fin de l'épidémie pour examiner ce qu'il faut changer. Il faut différer les espoirs en appuyant sur la touche « pause ». Et pendant ce temps, libres de tout conflit, les libéraux avancent à marche forcée vers un modèle encore plus ultralibéral. L'occasion est unique de mettre en pratique leur société

Télétravail : le nouvel esclavage ?



rêvée. Quelques exemples.

Travaillez chez vous

Le télétravail, recommandé depuis des décennies au nom de la liberté individuelle, est étendu à des milliers voire des millions de salariés. Quel patron n'a pas rêvé de voir ses salariés disséminés dans la nature, chauffés et éclairés à leur compte, isolés sans risque de croiser un collègue pour parler conditions de travail ni un délégué syndical. Cette stratégie s'inscrit dans la droite ligne de l'ubérisation de la société avec ses start ups et ses auto-entrepreneurs.

Autre exemple. Face aux déserts médicaux, on a trouvé la solution : la téléconsultation. L'épidémie en cours étant un bon prétexte pour généraliser la pratique.

La nation apprenante

Et voilà une autre expérimentation à grande échelle : l'école à la maison. Quelle aubaine ! Si les enseignants ont fait des prouesses pour soutenir leurs élèves et les accompagner dans cette situation inédite, il faut quand même bien voir que certains rêvent de pouvoir supprimer un jour des milliers d'enseignants pour les remplacer par un superpédagogue qui depuis un studio

parisien dispensera à des millions de têtes blondes (ou pas) un docte savoir. Victime des politiques d'austérité, comme l'hôpital, l'école publique souffre d'un manque cruel de moyens et d'une absence d'ambitions. Nous assistons depuis plusieurs années à un nombre grandissant de familles qui font le choix, pour de multiples raisons, de l'enseignement à la maison. Une nouvelle étape vient d'être franchie.

La République des « sans »

Dans la même veine, le développement des « sans » est à l'ordre du jour. Les sans contact carte bleue, les sans caissières au supermarché (caisses automatiques), les drive sans descendre de la voiture, les autoroutes sans cabines de péages (mais pas sans payer), les sans guichet... Une société sans personne, une déshumanisation qui enferme chaque jour un peu plus chacun de nous dans une bulle individuelle, un enfermement sans barreau apparent. L'entreprise et l'école sont les lieux privilégiés de la socialisation, de la solidarité collective, les lieux où chacun trouve sa place pour donner un sens à sa vie d'homme et de citoyen. C'est ce terrain que les libéraux veulent investir.

Jacques Pumaréda

La diffusion de la presse en grand danger

Presse. Presstalis, première messagerie de presse en France, placée en redressement judiciaire. Ses filiales SAD (Société d'agences et de diffusion) et Soprocom (Société pour la promotion et la communication) sont liquidées.

Vendredi 15 mai, le tribunal de commerce de Paris a décidé de placer en redressement judiciaire Presstalis, premier distributeur de la presse française. Cette période s'accompagne d'une période d'observation de deux mois. Le tribunal a également prononcé la liquidation sans poursuite d'activité des sociétés SAD et Soprocom. Ces deux filiales assurent la distribution des journaux en région.

Des imprimeurs aux lecteurs, c'est toute la distribution, notamment en région qui va s'en trouver bouleversée avec pour conséquence directe une vague de licenciements secs. Cette catastrophe sociale laisse présager la privatisation progressive des dépôts liquidés. Le tout menaçant sur le long terme une distribution de l'information égale sur tout le territoire et donc le pluralisme. La CGT du livre a appelé à la grève dès le lundi 11 mai.

Cela marque une étape de plus du désengagement de l'État. Le nombre de dépôts en région est passé de 700 en 1995 à 61 début 2019. C'est un désastre industriel, social et démocratique. C'est très inquiétant pour les 22.000 marchands de presse, les kiosques, donc pour les lecteurs. La presse est un pilier de la démocratie, la diffusion de tous les titres et pour tous c'est l'intérêt général.

Les salariés de la SAD travaillent sur un projet alternatif permettant la sauvegarde de l'activité et de l'emploi en vue de distribuer la presse en province et associant l'ensemble des acteurs de la filière.

Dominique Gerbault

Un prétexte pour casser l'école

Éducation nationale. *Profitant de la crise sanitaire, Jean-Michel Blanquer poursuit à marche forcée la mise en place d'une école encore plus inégalitaire.*

Dans des conditions difficiles, la reprise scolaire se fait grâce aux compétences des personnels enseignants, au dévouement des agents de l'Éducation nationale et au travail des institutions locales. Mais elle n'est pas une reprise véritable : le nombre d'élèves accueillis reste faible, les conditions ne permettent pas d'enseigner correctement, les disparités territoriales sont énormes et loin de résoudre les problèmes des inégalités posées par l'enseignement à distance, elle les accroît.

Or, le ministre de l'Éducation nationale annonce que la rentrée de septembre ressemblera à ce qui se fait actuellement.

Ainsi, pour septembre, Jean-Michel Blanquer évoque une reprise de l'école en petits groupes, à temps partiel, avec une poursuite de l'enseignement à distance. Ce qui veut dire réduction du nombre d'heures de classe pour l'année prochaine et maintien d'un télé enseignement dont tout le monde s'accorde à dire que c'est un facteur d'accroissement des inégalités. Les familles qui peuvent télétravailler pourront donc ne pas scolariser leurs enfants avec les autres, l'école publique devenant ainsi l'école de ceux qui ne peuvent faire autrement...



Cet enseignement à distance est largement délégué à des entreprises privées de technologies d'éducation à distance qui voient là une belle source de profits. Et l'incitation pour les familles qui en ont les moyens à chercher des solutions en dehors de l'école favorise encore plus la marchandisation de l'éducation.

gouvernement a donc des enjeux économiques, mais aussi de changement brutal de la politique scolaire, jusqu'ici résultat d'un compromis entre logiques de démocratisation et de sélection. Blanquer veut la faire basculer vers une politique d'inégalités scolaires. Il ne s'agit pas d'un bricolage maladroit pour faire face à la crise, mais bien d'une réorientation profonde de l'école, et à travers elle de toute la société. En prenant prétexte de la crise sanitaire, le gouvernement signe ainsi la fin de la scolarité commune aux différentes classes sociales.

La fin de l'école commune ?

Or, pour répondre aux besoins de la société et aux aspirations des familles, il ne faut pas moins d'école mais plus d'école. Cela nécessite plus de temps en classe, donc plus de moyens humains, matériels, sanitaires. La réponse à cette crise ne devrait pas être autoritaire mais démocratique, en impliquant tous les acteurs de l'éducation, en ouvrant par exemple des états généraux de l'éducation. Le confinement a révélé de manière criante la nécessité d'une transformation profonde du système éducatif.

Le scénario mis au point par le

René Granmont

Le débat à gauche

Appel. Dans une longue tribune collective, 150 personnalités du monde politique, syndical, associatif et culturel appellent à « préparer l'avenir ».

« Nous ne sommes pas condamnés à subir ! », assurent 150 personnalités de gauche qui proposent qu'un grand événement réunisse dans les prochains mois « toutes les énergies disponibles ». « Les choses avancent à gauche. » Ce jugement d'un responsable socialiste est aujourd'hui largement partagé à gauche, à l'exception notable de la FI. Simultanément deux initiatives ont rallumé l'espoir : un appel du patron d'EELV, Julien Bayou dans *Le Parisien*, en vue d'amener l'ensemble des forces progressistes, syndicats compris, à tenir des universités d'été en commun. Et une tribune-plateforme cosignée par 160 personnalités appelant à

réunir « une convention du monde commun » dans les prochains mois.

Travailler à des convergences

Arguant que la « France affronte un séisme d'une ampleur inouïe », l'appel pointe que, « favorisée par la destruction de la nature, la pandémie a généré une crise économique de grande ampleur, une commotion sociale brutale, notamment pour les plus précaires, et une mise entre parenthèses du fonctionnement démocratique. » Les signataires entendent balayer tous les aspects mis en exergue par la crise : les modes de production, la protection de l'environnement, la répartition des richesses, la santé

et la protection sociale, les droits des travailleurs et le changement des institutions. Le texte appelle au débat et à la construction de réponses collectives.

Du côté du Parti communiste, on est très ouvert. « Nous avons reçu la lettre de Julien Bayou qui nous convie à une réunion en visio, le 19 mai, bien sûr nous y serons », indique Fabien Roussel. « On participera à tous les débats auxquels nous serons invités et qui contribuent à tracer des perspectives communes à gauche », appuie Ian Brossat, chef de file du PC à Paris et signataire de la tribune, ainsi que Pierre Laurent, sénateur de Paris. Le débat est lancé.

Roger Rio

Pour de nouveaux « jours heureux »

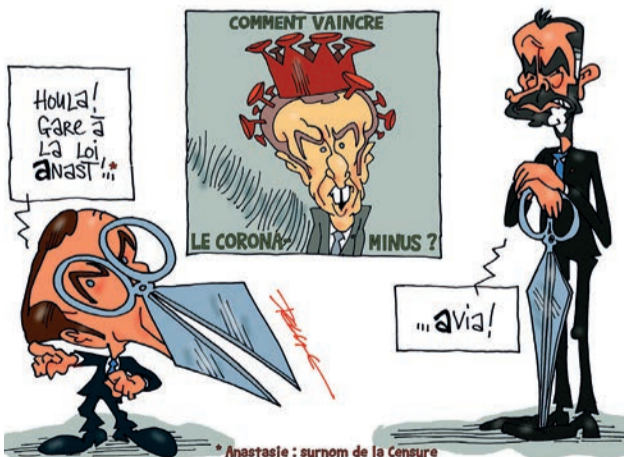
Texte. Des personnalités s'engagent sur un Conseil national de la nouvelle Résistance, pour un changement de politique, sans les partis.

Parmi les initiatives d'après confinement, celle de plusieurs personnalités qui ont élaboré un texte visant à créer un Conseil national de la nouvelle Résistance (CNNR), en référence au Conseil national de la Résistance. Il s'agit « d'offrir un point de ralliement à ceux qui pensent que Les jours heureux, ce n'est pas une formule vide de sens mais le véritable horizon d'un programme politique. » Sans

La critique du Monarque Républicain sous haute surveillance

doute en réplique à Macron, qui, lui aussi, a évoqué Les jours heureux. À la co-présidence de ce CNNR on trouve Anne Beaumanoir et Claude Alphandery, résistants historiques, au secrétariat, Gérard Mordillat, et, parmi les signataires, des avocats, des sociologues, des économistes (dont Jean-Marie Harribey). Du beau monde, de gauche, des gens qui veulent « mener le combat du jour d'après, agir face à l'impérialisme du gouvernement et la tentation autoritariste. » Formidables intentions, un bémol toutefois, les signataires veulent que tout cela se fasse « en dehors des partis politiques (mais pas contre) ». Ce qui n'était pas du tout l'esprit du CNR qui réunissait toutes les organisations progressistes. Pourquoi alors se mettre en dehors des partis serait un gage d'efficacité ? N'a-t-on pas besoin de tout le monde dans la situation de crise inédite que nous traversons ? Pourquoi tous ces gens, au demeurant fort estimables, y arriveraient mieux sans les forces politiques ? Ils s'estiment légitimes de par leur expérience, leurs engagements contre le libéralisme. Face aux rudes batailles à prévoir cela pèsera-t-il ? Ou cette belle initiative tournera-t-elle court ?

N.G.



Course de fonds

Sanofi, géant pharmaceutique privé français, a annoncé qu'il donnait la priorité aux USA pour le vaccin contre la Covid-19. Et pour cause ! Trump, sans vergogne, lui a versé 30 millions de dollars pour rafler la mise. L'annonce du PDG de Sanofi a le mérite de poser clairement les enjeux : faut-il laisser les laboratoires pharmaceutiques décider de qui aura accès, et à quelles conditions, aux éventuels vaccins et médicaments contre la Covid-19 ? Et orchestrer la mise en concurrence des États avec priorité au plus offrant ? Curieusement, les dirigeants de Sanofi oublient les subsides que lui ont rapporté, en France, le CICE et le CIR (crédit emploi recherche), sans compter la manne de la BCE ! Des voix évoquent la création d'un pôle public du médicament. Le Costa Rica vient de proposer une mutualisation des recherches au niveau international mettant brevets, secrets de fabrication, financements éventuels, etc. dans un pot commun, dont la gestion reviendrait à un organisme international au nom de l'intérêt général.

René Granmont

La CGT 66 très offensive

Perpignan. En conférence de presse à l'hôpital, lieu symbolique, le syndicat faisait le point d'après confinement avec les responsables des différents secteurs retraités, enseignement et culture, fonction publique, entreprises privées etc.

Tous ont condamné l'incurie du gouvernement dans cette période de pandémie, de ralentissement économique et de confinement.

Réunie en visioconférence par le préfet des P.-O. quelques jours auparavant avec d'autres forces syndicales, la CGT 66 avait déjà dénoncé le manque de précautions sanitaires dans quelques entreprises locales, la remise en route très tôt « d'activités pour-

tant non essentielles à la vie », et ciblait « les tentatives d'attaques contre les dispositions légales du code du travail et les conventions collectives » (congés, temps de travail hebdomadaire, rôle des instances et des élus du personnel...).

La conférence de presse à l'hôpital permettait d'enfoncer le clou.

L'hôpital au centre des insuffisances

Daniel, secrétaire du syndicat santé, dressait un panorama de la situation : « Tous les personnels ont été au front. Des administratifs, des techniques et bien entendu les soignants. Tous ont été impactés et ont accepté des modifications importantes dans leurs habitudes professionnelles. Tous ont répondu présent. Et nous avons manqué de matériel dans les premières semaines. Des masques, des surblouses. C'était tendu tout le temps. À Perpignan, 150 agents ont été touché par le virus. D'autres ont dû supporter la pression psychologique, à l'extérieur de l'établissement. » Il poursuivait : « Nous n'avons pas été les plus en difficulté en France, mais les réponses qu'on nous apporte, les

primes et les médailles, les appels aux dons, les appels à partager les congés sont loin de répondre aux questions posées pour la santé publique. C'est indécent. On se moque de nous. Nous demandons des augmentations de salaire (300€ pour tous les personnels), des lits et des postes. La santé publique doit être traitée autrement par les pouvoirs publics ».

Crise sociale à venir dans le département ?

Julien Berthelemy, secrétaire départemental de la CGT, concluait : « Dans le département, aujourd'hui, il y a un grand risque de marginalisation de certains salariés précaires, un risque de paupérisation plus élevé (étudiants, apprentis...), un risque d'augmentation du chômage, un danger d'exploitation accrue des travailleurs, hors code du travail. Nous appelons les salariés à la vigilance et demandons aux autorités de faire respecter la loi et de décider de mesures exceptionnelles d'accompagnement. La CGT prendra ses responsabilités ».

Michel Marc

Julien Berthelemy :

« Nous appelons les salariés à la vigilance... »



Reprise des classes à Vernet-les-Bains

« Heureusement qu'il y a peu d'élèves », soupire la responsable de la cantine. La surface des salles et les normes sanitaires ne permettent pas d'accueillir plus de 10 enfants par classe. C'est un peu compliqué pour les présents. Comme les adultes, ils font preuve de compréhension et de bonne volonté, même en maternelle. Si tous les parents remettent progressivement leurs enfants à l'école, la directrice sera obligée d'organiser un tour de rôle. Elle aimerait qu'ils puissent tous fréquenter un peu la classe avant les vacances d'été.

Malgré quelques craintes avant la reprise, la communauté de communes, qui a la compétence scolaire, a fourni tous les équipements de protection et les produits sanitaires nécessaires. Cela n'empêche pas un bouleversement dans la conception du travail aussi bien pour les enseignants que pour le personnel non enseignant.

À Vernet, le personnel suit les élèves de la maternelle au CM2. Il est inévitable que des liens affectifs se créent. Le personnel non enseignant joue un rôle pédagogique très important. Ce travail n'est pas officiellement reconnu. Actuellement, le travail de nettoyage prend le pas sur le travail éducatif. Ce changement est difficile à vivre pour le personnel.

Eve Gerbault

L'humanité en drive

Solidarité. Ecrivain public et animatrice d'ateliers d'écriture, Rose-Marie partage son concept du vivre-ensemble avec les habitant.e.s de sa ville.

Le confinement donne un coup d'arrêt net à son activité professionnelle. Pour lutter contre l'isolement et le repli sur soi, Rose-Marie exhume la machine à coudre maternelle pour confectionner des masques en tissu, d'abord pour ses proches, son atelier ouvert sur la place publique. Puis, tous les jours, des habitant.e.s, poussé.e.s par l'ennui ou la solitude, viennent échanger quelques mots et demander des masques. Compatissante, elle offre ses créations, sous le sceau de la liste aux municipales « Elné comm'une idée neuve », aux personnes qui veulent protéger leur vie et celle des autres.

L'atelier d'écriture devient atelier de couture et d'écoute

Dès lors, la couturière bénévole s'avoue « confinée mais pas minée. » D'ordinaire discrète mais néanmoins au franc-parler, pour qui l'irrite, elle découvre ses hôtes : « Je vois défiler des gens que je connais, des voisins auxquels finalement je parle après des décennies dans le même quartier et d'autres que je n'ai jamais vus, on témoigne, on déverse son



Rose-Marie exhume la machine à coudre maternelle pour confectionner des masques en tissu.

trop-plein d'anxiété en m'apportant un morceau d'élastique, un bout de tissu, ou rien, dans le meilleur des cas, quelques euros ; une bouteille, des fruits, des légumes, des œufs frais. Une succession de personnages, de caractères, de récits apparemment anodins, prennent vie devant mes yeux ébahis. » Les visiteurs affluent : « Je reçois chacun.e avec gentillesse et magnanimité, convaincue que chaque personne vit comme elle le peut cette période compliquée, perturbante,

angoissante. Je ne juge pas, j'écoute et j'observe. » Les anecdotes se multiplient : « Non, je ne fais pas les bragues ! », s'exclamera t-elle un jour. Chaque jour, Rose-Marie partage et fait partager les valeurs humaines qui l'animent, dont la solidarité et la générosité, fondamentales pour vivre en bonne harmonie les uns avec les autres et avec soi-même.

Ray Cathala

Plus d'articles sur www.letc.fr

suivez-nous sur



Femme courage

Disparition. Cécile Rol-Tanguy, une longue vie de combats, d'engagement, de mémoire.

Cécile est partie ce 8 mai, jour anniversaire de la victoire sur le nazisme à laquelle elle avait participé dans un engagement auquel elle ne mit aucune limite.

Fille de François Le Bihan syndicaliste et communiste, déporté mort à Auschwitz, épouse d'Henri Tanguy, chef des FFI, artisan de la Libération de Paris, Cécile était avant tout une femme d'action, une femme courage.

Femme d'action, elle milite dès le Front populaire pour la justice sociale et l'émancipation des femmes* et participe activement aux Comités d'aide à l'Espagne républicaine. Elle adhère au Parti communiste en 1938. Marraine de guerre d'H. Tanguy, elle l'épouse en avril 1939.

Femme courage, elle entre dans la clandestinité dès juillet et résiste à l'occupant et au régime de Vichy. Elle est agente de liaison, ce cordon ombilical qui reliait entre eux, les résistants, les réseaux, les mouvements, les maquis, donnant à la



Cécile est une des figures de la Libération de Paris le 26 août 1944.

Résistance l'ampleur et l'efficacité qui furent les siennes. Il lui est arrivé, comme certaines de nos mères, de transporter des armes planquées dans le landau de ses enfants.

Cécile est une des figures de la Libération de Paris le 26 août 1944 : elle tape sous la dictée du Colonel Rol l'appel à l'insurrection parisienne. Elle est de ces femmes dont il a dit, leur rendant hommage : « Le poste de commandement

régional de Paris fonctionnait en bonne partie grâce aux femmes ». Elle est à ses côtés le 2 août pour obtenir l'acte de reddition du général Von Choltitz. Femme mémoire, Cécile a toute sa vie fait vivre la mémoire de la Résistance et celle de ces ami.e.s et camarades déporté.e.s. Femme transmission, elle déclarait : « Au soir de ma vie, j'ai un souhait : que les jeunes générations prennent le flambeau de la paix, de la

liberté, de la résistance, en s'opposant à l'intolérance d'où qu'elle vienne et en trouvant des voies nouvelles pour un avenir meilleur ». Femme intemporelle aux valeurs inestimables, Cécile Rol-Tanguy avait su conjuguer le passé, le présent et l'avenir dans le combat toujours optimiste qu'elle a mené jusqu'à son dernier souffle, fidèle à ses engagements politiques de jeunesse, pour la paix, la liberté, les droits des femmes et contre toutes les intolérances.

Porteuse des plus hautes distinctions de la République, elle ne les acceptait qu'en hommage à toutes celles qui, trop souvent, furent oubliées après la victoire, femmes de l'ombre, rouage indispensable à la lutte clandestine et femmes déportées et internées, assassinées par l'ennemi.

Nicole Rey

* « On dit que c'est le général De Gaulle qui a donné le droit de vote aux femmes. Faux ! C'est nous les femmes de la Résistance qui avons gagné ce droit... »

100 ans du Parti communiste français

Le communisme toujours d'actualité

Centenaire du PCF. Le numéro 14/15 de Cause commune, revue d'action politique du PCF, sous le titre Cent ans d'histoire, milite aussi pour Cent ans d'avenir.



Rien ne serait plus erroné que de voir dans le numéro de *Cause Commune* consacré au centenaire du PCF une simple commémoration. D'abord parce que tout le monde ne peut pas se targuer d'avoir une histoire : presque tous les jours, des partis politiques, des associations, des entreprises se créent pour disparaître au bout de quelques années, de quelques mois, et s'effacent de la mémoire collective. Le PCF a surmonté cette épreuve du temps, non sans avoir reçu des coups parfois terribles, non sans erreurs ni égarements, non sans déchirements internes, non sans paradoxes. Les articles rassemblés ici s'attachent à en donner le détail. Et ce qui se dessine au fil de ces contributions nombreuses et diversifiées c'est, malgré toutes les pressions extérieures, la force intérieure acquise d'un idéal partagé, d'une fraternité en acte, de la solidarité au quotidien.

De fait, le PCF est devenu une institution. Une institution, c'est toujours une structure organisée qui ne se contente pas de subir les circonstances, mais sait les affronter, y résister et travailler à les modifier. La spécificité du parti communiste est à cet égard d'avoir forgé un patrimoine d'outils théoriques et de pratiques militantes qui lui ont permis d'acquérir une crédibilité et de se doter d'une mémoire. Une culture propre, base inestimable pour aller plus loin. Une institution est un

repère fort, ce qui ne veut pas dire immobile ou inaltérable. Le PCF a jusqu'à présent, bon an mal an pendant les cent ans de ce que certains appellent « le court vingtième siècle », court mais d'une intensité inégalée dans l'histoire humaine, réussi le pari d'être une institution et pas seulement un regroupement d'intérêts, une maison et non une façade.

On ne s'étonnera donc pas de voir ici rassemblés, outre des articles reprenant un à un les différents moments de l'histoire du PCF, d'autres articles consacrés aux relations spécifiques entretenues par lui avec la société française dans sa diversité et même le monde dans sa globalité. Femmes communistes, question de la jeunesse, place des intellectuels et de la culture, « paysans rouges », syndicalisme, relations internationales, Europe, mais aussi témoignages personnels : c'est toute l'originalité d'un apport qui est ici déclinée, dans des textes ramassés qui savent aller à l'essentiel.

C'est au fond à la question : « À quoi sert le PCF ? » qu'on répond ici : un bilan conséquent assumé lucidement, et des responsabilités nouvelles dans un XXI^e siècle déjà bien entamé. Les racines, c'est ce qui permet de grandir. Et après tout, cent ans, c'est cinq fois vingt ans.

J-M. Galano

« L'originalité d'un apport est ici déclinée, dans des textes ramassés qui savent aller à l'essentiel. »

Au café du commerce

Le café du commerce est fermé, mais on y entend des voix.

« Le jour d'après, ça ne peut pas être comme le jour d'avant... ? »

- C'était pas possible que ça continue, tout le monde reconnaît que ça ne pouvait plus durer, que la covid est à prendre comme un avertissement, une chance pour sortir d'une spirale folle...
- Même le président, il a dit que sur l'hôpital il s'était trompé...
- Il faut les croire...
- Regardez comme ils sont bons et charitables, ils veulent qu'on donne un peu de notre RTT pour les soignants...
- Ils ont un tel souci de notre santé que, non contents de nous confiner pendant plusieurs semaines, ils nous ont puni par des PV chaque fois qu'on a désobéi parce qu'ils nous aiment...
- Certes ils n'ont pas une grande idée de notre sens des responsabilités, ils nous croient un peu infantiles,

Plages en "mode dynamique" exclusivement



mais ont-ils tort ? Regardez comme les Perpignnais se sont tous précipités au Perthus le premier jour du déconfinement...

Nous mettre au pas

- Ça c'est vrai... La nature humaine est ainsi faite : il faut des Castaner pour nous mettre au pas...
- Je dirai même plus : il faut un chef, et le Macron il l'a bien senti, dès le début, en faisant son petit Jupiter...
- Certes, mais quand même, la France n'est pas la Chine... Enfin si c'est pour notre bien...
- Oh ! moi, j'accepte ! Vous savez ce qui me manque le plus ? Ce sont les matches de l'USAP...

Le grincheux de service qui a entendu ce début de conversation, qui est bien sûr syndiqué dans un syndicat qui fait dans la résistance, qui est quasiment passé du jour au lendemain des manifs pour les retraites à la retraite forcée de toutes les manifs (disparues dans le confinement), qui a compris que la bande au pouvoir oscille depuis le début de la pandémie entre le déni, les « cagades » et l'esbroufe, qui sait que la situation est grave et compliquée et qu'il faut et faudra se préserver, jusqu'à ce qu'on ait un/des remède(s) et surtout un vaccin, n'en peut plus devant l'avalanche de niaiseries qui alimentent de telles conversations.

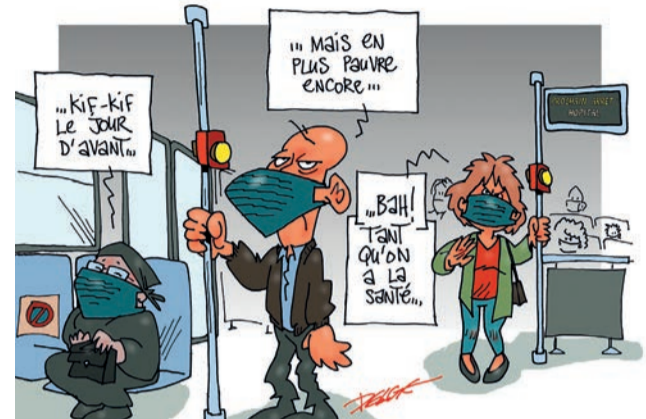
Il hésite avant d'intervenir entre le violent remontage de bretelles ou une approche dialectique digne du grand Karl.

Il déniaise

« Quand je vous entends je mesure les dégâts du confinement, pénible pour tout le monde, le décervelage médiatique auquel nous n'échappons pas, et la propension de chacun à croire qu'il détient une vérité... »

- Mais qu'est-ce qu'il dit celui-là ? ... Il est pas d'ici ! ... Pour qui il se prend... On serait des couillons ?...

Comment s'est passé le jour d'après pour les plus pauvres ?



- Oh ! que non ! Vous n'êtes pas des couillons : la preuve, écoutez ce que vous dites dans les sondages, vous n'avez aucune confiance dans les gugus qui gouvernent, vous avez raison, comme quand nous étions ensemble pour défendre les retraites. Mais le pouvoir avec ses perroquets porte-voix, toujours les mêmes, une centaine de m'as-tu-vu sans conscience qui pérorent quotidiennement dans la petite-grande lucarne nous trempent (et nous trompent) dans un tel embrouillamini que nous pouvons dire à la fois une chose et son contraire (comme la clownesque Ndiaye, la porte-parole de Macron) au grand bonheur de ceux qui nous gouvernent et nous exploitent. Ils ne servent qu'à ça d'ailleurs, mais ils le font si bien et quand je vous entends je me dis vraiment qu'il faut que ça s'arrête, que le jour d'après ne peut pas être comme le jour d'avant. »

Au T.C. on est convaincu que, si on les laisse dire et faire, le jour d'après ce sera pire que le jour d'avant. Et au T.C. on n'aime pas jouer au couillon. On y est très mauvais d'ailleurs.

Jean-Marie Philibert

Actu vu par

DELGE

Primes, médailles, appel aux dons, etc. : Macron apostrophé par une soignante



Découvrez d'autres articles chaque semaine sur le site

www.letc.fr

suivez-nous sur



Habilité à la parution de vos annonces légales
legales@letc.fr



- annonces légales - annonces légales -

Par acte SSP du 16/03/2020, il a été constitué une SASU ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : ROJ&Co Objet social : Bar restaurant pizzeria Siège social : 3 avenue des jasmins, 66740 Saint-Génis-des-Fontaines. Capital : 100 € Durée : 99 ans Président : M. Gonzalvez Romain, demeurant 3 avenue des jasmins, 66740 Saint-Génis-des-Fontaines Immatriculation au RCS de Perpignan

Par acte SSP du 23/04/2020, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : SCI DU SUD Objet social : L'acquisition, par voie d'achat, d'apport ou autrement, la détention, l'administration, la restauration et/ou la construction de tous immeubles bâtis et/ou non bâtis, leur mise à disposition au bénéfice de tout ou partie des associés et/ou leur mise en location Siège social : 2 RUE DES REDOUNES, 66500 Catllar. Capital : 250 € Durée : 99 ans Gérance : Mme DEROSIER Emilie, demeurant 2 RUE DES REDOUNES, 66500 Catllar, Mme COURNAUD Isabelle, demeurant 2 AVENUE DU FESTIVAL, 66500 Prades, Mme DARDE Solange, demeurant 2 AVENUE DU FESTIVAL, 66500 Prades, M. DEROSIER Jonathan, demeurant 2 AVENUE DU FESTIVAL, 66500

Prades, M. DUPONT Duncan, demeurant 1ER RIMA, 16000 Angoulême Clause d'agrément : Cession soumise à agrément dans tous les cas de figure. Immatriculation au RCS de Perpignan

Par un acte SSP en date du 04/05/2020, il a été constitué une SCOP - SARL à capital variable ayant les caractéristiques suivantes : Dénomination : LES PETITES MAINS DU 66 Capital initial : 1000€ Capital minimum : 1000€ Capital maximum : 150000€ Sigle : LPMD66 Siège social : 441 rue Aristide Berges 66000 Perpignan Objet : SCOP SARL à capital variable. La coopérative a pour objet, en France et à l'étranger, la promotion de l'économie sociale et solidaire (ESS) et plus particulièrement : - activités de conception, de fabrication et de commercialisation de textiles - et toutes activités annexes, connexes ou complémentaires s'y rattachant directement ou indirectement, ainsi que toutes opérations civiles, commerciales, industrielles, mobilières, immobilières, de crédit, utiles directement ou indirectement à la réalisation de l'objet social. APE 1412Z Durée : 99 ans Gérants : M. Jean-Baptiste Torres demeurant 1 rue Anna Noailles 66000 Perpignan, M. Montane David demeurant 3 rue de Lorraine 66240 Saint Esteve, Mme Barlahan Sarah demeurant 47 rue Jb Lullu 66000 Perpignan RCS : Perpignan